

OFF  
J8R4  
A29/R3-  
2  
1975  
Ex.2

OFFICE DE REVISION DU CODE CIVIL  
CIVIL CODE REVISION OFFICE

**RAPPORT**  
du  
**COMITÉ DES DROITS CIVILS**

**REPORT**  
of the  
**CIVIL RIGHTS COMMITTEE**

II  
Montréal  
1966



Bibliothèque Nationale du Québec

OFFICE DE REVISION DU CODE CIVIL

CIVIL CODE REVISION OFFICE

M. le professeur Paul-Émile Gagné, président,  
Office de révision du Code civil,  
235 rue, Université de Montréal,  
Montréal, P.Q.

Monsieur le président,

Vous avez l'honneur de vous transmettre le rapport ci-joint, qui résume les résultats des délibérations de vos collègues, le projet de modification du Code civil relatif aux droits civils ainsi qu'un exposé des motifs.

R A P P O R T

Vous avez demandé de vous suggérer de porter le présent rapport à la connaissance du public, en sorte qu'il soit possible à toute personne intéressée de faire connaître sur le tout le projet ou les motifs exposés.

COMITE DES DROITS CIVILS

Les collègues et moi-même sommes à votre entière disposition si il était nécessaire de faire des observations.

Vous avez également demandé de publier le présent rapport, l'annuaire de votre comité.

R E P O R T

of the

CIVIL RIGHTS COMMITTEE

Montréal

1966



OFF  
J8R4  
A29/R3-  
2  
1975

Ex. 2

15

N.  
Of  
25  
Mo

Mo

jo  
no  
no

se  
to  
le  
vi

di  
re

pre

Mon

M. le professeur Paul-A. Crépeau, président,  
Office de révision du Code civil,  
235 est, boulevard Dorchester,  
Montréal, P.Q.

Monsieur le président,

Nous avons l'honneur de vous transmettre le rapport ci-joint, qui contient le résultat des délibérations de ses membres, le projet de modification du Code civil relatif aux droits civils ainsi qu'un exposé des motifs.

Nous nous permettons de vous suggérer de porter le présent rapport à la connaissance du public, de manière qu'il soit possible à toute personne intéressée de se former une opinion sur le texte du projet ou les motifs exposés et de la faire connaître à l'Office de révision du Code civil.

Mes collègues et moi-même demeurons à votre entière disposition s'il était nécessaire de discuter l'une ou l'autre des observations reçues.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le président, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

(signé) F.R. Scott  
président

" Jean Beetz

" G. LeDain

" J.-Y. Morin  
rapporteur.

Montréal, le 21 septembre, 1966.

Mr. J. B. ...  
...

...

...

...

...

...

(1952) ...

...

...

...

T A B L E D E S M A T I E R E S

INTRODUCTION ..... 1

PREMIERE PARTIE

Projet de modification du Code civil relatif  
aux droits civils ..... 8

Textes..... 9

Notes explicatives ..... 10

DEUXIEME PARTIE

Projet modifiant quelques textes du Code civil  
et des lois provinciales se rapportant aux  
droits civils ..... 26

---



TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION ..... 2

FIRST PART

Draft modifying the Civil Code relating  
to civil rights ..... 8

Texts..... 9

Explanatory notes ..... 10

SECOND PART

Draft modifying certain texts of the Civil Code  
and provincial statutes relating to civil  
rights ..... 26

## INTRODUCTION

En proposant l'inclusion dans le Code d'une déclaration des droits civils, le Comité a voulu rassembler les grands principes qui consacrent la place centrale de la personne en droit privé. Certes, les codificateurs de 1866 ont inscrit dans leur ouvrage quelques-uns de ces principes, mais ils sont épars<sup>1</sup> et constituent un énoncé trop bref que les tribunaux ont dû compléter en faisant appel aux règles générales de la responsabilité civile et aux dispositions du Code relatives à l'ordre public et aux bonnes moeurs.

Aujourd'hui, l'oeuvre prétorienne est suffisamment élaborée pour qu'il soit possible et même nécessaire de codifier à nouveau toute cette matière, d'autant que plusieurs dispositions du titre Ier du Livre des Personnes, qui traite de la jouissance et de la privation des droits civils, sont tombées en désuétude, tandis que d'autres requièrent une plus grande élaboration ou, à tout le moins, une nouvelle rédaction. En outre, le Comité n'a pas hésité, le cas échéant, à compléter le droit existant lorsque l'action du législateur lui a paru nécessaire pour combler les lacunes de la jurisprudence ou remédier à ses hésitations et mettre le droit en accord avec les préoccupations contemporaines. Le but poursuivi est de consacrer dans le Code certains droits de la personne d'une manière suffisamment précise pour que tribunaux et juristes puissent les appliquer dans les faits et suffisamment succincte pour leur donner valeur éducative.

Le Québec, en effet, ne saurait demeurer à l'écart du vaste mouvement d'extension et de protection des droits de l'homme qui caractérise notre temps. Le droit civil, en particulier, doit reconnaître à la personne un ensemble de droits qui reflète la conception toujours plus libérale que l'on se fait de l'homme. Les atteintes aux droits et aux libertés fondamentales des individus, dont tous les continents ont été le théâtre depuis plusieurs décennies, particulièrement au cours de la seconde guerre mondiale, ont provoqué une réaction salutaire dont la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 constitue le principal jalon.<sup>2</sup> Cette Déclaration n'est pas un traité et ne lie sans doute pas les Etats, d'un point de vue strictement juridique; néanmoins, son rayonnement a été et demeure immense.

Nombre de pays, en effet, ont inclus dans leur constitution des chartes des droits du citoyen qui lient les tribunaux internes. En outre, une communauté de civilisation a même permis aux Etats membres du Conseil de l'Europe de créer, par le Traité de Rome, signé en 1950, des institutions supranationales qui sont en mesure d'arbitrer et, dans certains cas, de trancher, les litiges qui opposent les individus à leur propre gouvernement dans le domaine des droits de l'homme. Enfin, l'ONU elle-même travaille depuis plusieurs années à l'élaboration de Pactes des droits de

- - - - -  
(1) Voir notamment les articles 407 et 985.

(2) Voir également la Charte des Nations Unies, article 13, et la Convention sur le génocide (1948).

## INTRODUCTION

In proposing the inclusion in the Code of a declaration of civil rights, the Committee wished to bring together the fundamental principles which accord a central position to the individual in private law. It is true that the codifiers in 1866 wrote some of these principles into their work, but they are scattered<sup>1</sup> and constitute so brief a statement that the courts have been obliged to develop the principles through recourse to the general rules of civil responsibility and the provisions of the Code relating to public order and good morals.

This work of elaboration by the courts is today sufficiently advanced for it to be possible, and indeed necessary, to codify anew this whole field of the law, especially since several provisions of the first title of the Book on Persons, dealing with the enjoyment and loss of civil rights, have fallen into disuse, whereas others require greater development or at the very least a re-formulation. Moreover, the Committee did not hesitate, where appropriate, to round out the existing law when it appeared necessary that legislative action fill in the gaps left by the jurisprudence or settle its uncertainties and bring the law into closer harmony with contemporary preoccupations. The aim is, on the one hand, to establish in the Code certain rights of the individual in a sufficiently precise way so that courts and jurists may apply them to factual situations and, on the other hand, to give them an educative value by stating them clearly and concisely.

Indeed, Quebec cannot stand aside from the vast movement for the extension and protection of human rights which characterizes the present times. In particular, the civil law must recognize in the individual all those rights which reflect the increasingly liberal idea of the place of man in society. Infringements of the fundamental rights and freedoms of individuals, which occurred for several decades on all continents and especially during the course of the Second World War, have provoked a salutary reaction, of which the 1948 Universal Declaration of Human Rights constitutes the principal milestone.<sup>2</sup> This Declaration is not a treaty and, of course, from a strictly legal point of view, states are not bound by it; nonetheless, its influence has been and remains immense.

Many countries have included in their constitutions charters of the rights of citizens which bind their domestic courts. In addition, a common civilization has made it possible for the member-states of the Council of Europe to create, through the Treaty of Rome signed in 1950, supra-national institutions empowered to arbitrate and, in certain cases, to settle disputes between individuals and their own governments in the realm of human rights. Finally, the United Nations itself has been working for several years on the

-----  
(1) See for instance 407 and 985.

(2) See also the Charter of the United Nations, article 13, and the Genocide Convention (1948).

l'homme dont le but est d'imposer aux Etats des règles de comportement très précises.

Le Canada a voulu s'associer à ces développements, bien que sa structure fédérative complique la mise en oeuvre des normes internationales. En 1960 fut votée la Déclaration canadienne des droits qui affirme le droit de l'individu à la vie, à la liberté, à la sécurité de la personne, à la jouissance de ses biens, ainsi que les libertés de religion, de parole, de réunion, d'association et de presse.<sup>3</sup> Cependant, on eut soin de préciser dans la loi même que ces dispositions "doivent s'interpréter comme ne visant que les matières qui sont de la compétence du Parlement du Canada." C'est aux législatures provinciales qu'il appartient d'adopter les lois nécessaires à la protection des droits de l'homme qui relèvent de leur compétence, notamment les droits civils; elles peuvent également légiférer pour leur part lorsque la sanction d'un droit relève à la fois des compétences fédérales et provinciales, comme c'est le cas pour les libertés fondamentales.

Le droit civil québécois possède une longue tradition de protection des droits de l'individu. Cette tradition s'est développée par le truchement des principes de la responsabilité civile et de l'action en dommages-intérêts, en sorte que l'on constate aujourd'hui que le Code civil offrait un instrument de protection dont on ne mesurait peut-être pas toute l'importance et l'efficacité. Plus récemment, la Législature s'est penchée sur les problèmes plus particuliers soulevés par les distinctions raciales ou autres. Deux lois importantes ont été adoptées qui interdisent la discrimination dans les hôtels et les restaurants, ainsi que dans l'emploi, pour des motifs tirés de la race, de la religion ou de l'origine ethnique.<sup>4</sup> A l'exemple de plusieurs codes civils étrangers, qui consacrent une place spéciale aux droits de la personnalité,<sup>5</sup> le Comité propose au législateur québécois de poursuivre l'effort entrepris en codifiant et complétant les droits fondamentaux qui relèvent du droit civil, c'est-à-dire des rapports entre particuliers.

Certes, il ne s'agit là que d'un aspect des droits de l'homme. Le Comité, en effet, a voulu s'en tenir à la tradition civiliste: il ne lui a point paru opportun de faire entrer dans le Code des règles qui ont avant tout pour objet les rapports entre l'individu et l'Etat ou qui relèvent du droit public, comme les droits politiques du citoyen. Cependant, on a estimé que, malgré les limites qui sont imposées par la discipline et les techniques du droit civil, la protection des droits et des libertés de la person-

- - - - -

(3) Loi ayant pour objet la reconnaissance et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1960), 8-9 Eliz. II, chap. 44.

(4) Loi de l'hôtellerie, S.R.Q. 1964, chap. 205, art. 8; Loi sur la discrimination dans l'emploi, S.R.Q. 1964, chap. 142.

(5) Voir, par exemple, le Code civil autrichien (1810), articles 16, 17, 19, 1329 et 1330; Code civil allemand (1900), articles 823, 824, 826 et 847; Code civil suisse (1912), articles 11, 12, 27 et 28; Code civil égyptien (1948), articles 48 à 51; Code civil éthiopien (1960), articles 8 à 32. Voir également le projet de Code civil français (1953).

drawing up of Pacts guaranteeing human rights, the aim of which is to impose on States very precise rules of conduct.

Canada has wanted to be associated with these developments, even though its federal structure complicates the implementation of international standards. In 1960, the Canadian Bill of Rights was passed which proclaims the right of the individual to life, liberty, security of the person and enjoyment of property, as well as the freedoms of religion, speech, assembly and association, and of the press.<sup>3</sup> However, it was carefully specified in the Act itself that these provisions "shall be construed as extending only to matters coming within the legislative authority of the Parliament of Canada". It is for provincial legislatures to adopt the laws necessary for the protection of those human rights which come within their competence, notably civil rights; they can likewise legislate within their sphere of authority when the sanction of a right falls under both federal and provincial jurisdictions, as is the case with the fundamental freedoms.

The Quebec civil law has a long tradition of protection of individual rights. This tradition has developed through an interpretation of the principles of civil responsibility and of the action in damages so that it is now realized the Civil Code provided an instrument of protection the full importance and efficacy of which has perhaps not been appreciated. The Legislature has in recent times given its attention to the more specific problems raised by racial and other forms of discrimination. Two important laws have been adopted prohibiting discrimination based on grounds of race, religion or ethnic origin in hotels and restaurants as well as in employment.<sup>4</sup> Following the example of several foreign civil codes which give a special place to rights of personality<sup>5</sup>, the Committee proposes that the Quebec Legislature proceed with the work already undertaken by codifying and completing the human rights coming within the civil law - that is to say, the law dealing with relationships between individuals.

Here, admittedly, only one aspect of human rights is involved. It was the desire of the Committee to remain within the civilian tradition, and it was felt inopportune to incorporate in the Code rules which primarily concern the relationships between the individual and the state or which fall within public law, such as the citizen's political rights. Despite the limits imposed by the discipline and techniques of the civil law, however, it was thought that the protection of the rights and freedoms of the person would be

-----

(3) An Act for the Recognition and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (1960) 8-9 Eliz. II, c. 44.

(4) Hotels Act, R.S.Q. 1964, c. 205, s. 8; Employment Discrimination Act, R.S.Q. 1964, c. 142.

(5) See, for example, the Austrian Civil Code (1810), articles 16, 17, 19, 1329 and 1330; the German Civil Code (1900), articles 823, 824, 826 and 847; the Swiss Civil Code (1912), articles 11, 12, 27 and 28; the Egyptian Civil Code (1948), articles 48 to 51; the Ethiopian Civil Code (1960), articles 8 to 32. See also the draft French Civil Code (1953).

ne se trouverait considérablement renforcée par l'inclusion dans le Code d'un titre spécial consacré aux droits civils. Il importe de noter que le projet soumis par le Comité ne saurait tenir lieu d'une charte complète des droits de l'homme, notamment à l'égard des droits d'ordre politique, social et économique.

En dernier lieu, le Comité fait observer que le mot "personne", que l'on retrouve dans la plupart des articles qu'il propose, se réfère avant tout aux êtres humains. Il est évident que les personnes morales jouissent de certains droits garantis dans ce projet, mais il a paru opportun de ne point s'immiscer dans le régime qui leur est propre.

*[The following text is extremely faint and largely illegible, appearing to be a list of references or footnotes.]*

considerably strengthened by the inclusion in the Code of a special title devoted to civil rights. It is important to note, therefore, that the draft submitted by the Committee cannot take the place of a complete charter of human rights, especially as regards political, social and economic rights.

Finally, the Committee wishes to point out that the word "person", found in most of the proposed articles, refers primarily to human beings. It is evident that bodies corporate enjoy certain rights guaranteed in this draft but it seemed advisable to avoid involvement in the special rules relating to them.

...the ... of the ... in the ... of a ... the ...  
... to ... in ... to ... the ...  
... the ... of the ... in the ... of a ...  
... the ... of the ... in the ... of a ...

...the ... of the ... in the ... of a ...  
... the ... of the ... in the ... of a ...  
... the ... of the ... in the ... of a ...  
... the ... of the ... in the ... of a ...

...

...

...

...

...

...

...

...

PREMIERE PARTIE

FIRST PART

PROJET DE MODIFICATION

DRAFT MODIFYING

DU CODE CIVIL RELATIF

THE CIVIL CODE RELATING

AUX DROITS CIVILS

TO CIVIL RIGHTS



TEXTES

1 Tout être humain possède la personnalité juridique.  
 Citoyen ou étranger, il a pleine jouissance des droits civils, sous réserve des dispositions expressees de la loi.

TEXTS

1 Every human being possesses juridical personality.  
 Whether citizen or alien, he has the full enjoyment of civil rights except as otherwise expressly provided by law.

*[Faint mirrored text bleed-through from the reverse side of the page, including phrases like "PERSONALITY JURIDICAL" and "CIVIL RIGHTS"]*



## NOTES EXPLICATIVES

## Article 1:

La plupart des codes civils et des auteurs reconnaissent que toute personne, du seul fait de son existence, est douée de la personnalité juridique, comprenant un certain nombre de droits ou d'attributs fondamentaux destinés à assurer la protection de son individualité physique et morale. Cependant, si l'on veut définir avec précision la nature de ces droits de la personnalité ou même tenter d'en établir une liste, on se heurte à de très grandes difficultés d'ordre théorique. Il existe plusieurs définitions et listes qui correspondent à autant d'écoles et le Comité n'a pas cru opportun de susciter des controverses à ce sujet en acceptant une définition plutôt qu'une autre. Il suffit de constater que l'aptitude de tout individu à être sujet de droit est reconnue dans tous les pays civilisés: c'est ce principe fondamental, déjà reçu en droit québécois, que l'on souhaiterait consacrer dès le premier article du Code.

Le droit traditionnel établissait des distinctions entre sujets britanniques et étrangers,<sup>6</sup> mais on a estimé qu'il n'existe plus aucune raison, aujourd'hui, de maintenir les distinctions entre le citoyen et l'autochtone, du moins en ce qui concerne la jouissance des droits civils. La tendance générale des Etats civilisés va d'ailleurs dans la même sens.<sup>7</sup>

-----  
(6) Code civil, articles 18 à 27.

(7) C'est ainsi que l'article 35 du projet de Code civil français de 1953 dispose que "L'étranger jouit en France des mêmes droits que les nationaux à l'exception des droits politiques et de ceux qui lui sont refusés expressément par la loi".

## EXPLANATORY NOTES

## Article 1:

Most civil codes and jurists recognize that every person is endowed with juridical personality, which belongs to him by reason of his very existence, and which comprises a number of fundamental rights or inherent attributes intended to protect his physical and moral individuality. If, however, one attempts to define precisely the nature of these rights of personality, or even to draw up a list of them, great theoretical difficulties are encountered. There are as many definitions and lists as there are schools of thought, and the Committee did not think it advisable to provoke controversy on the subject by accepting one definition rather than another. It suffices to note that all civilized countries recognize the right of every individual to the enjoyment of juridical personality: the Committee believes that this fundamental principle, already implicit in Quebec law, should be given formal consecration in the very first article of the Code.

Our law has traditionally distinguished between British subjects and aliens<sup>6</sup> but, in the opinion of the Committee, there no longer exists today any reason for continuing this distinction, at least so far as the enjoyment of civil rights is concerned. Moreover, the general tendency of civilized states is to move in this direction.<sup>7</sup>

-----  
(6) Civil Code, articles 18 to 27.

(7) Thus article 35 of the 1953 draft French Civil Code Provides that "the alien enjoys in France the same rights as nationals except for political rights and those expressly withheld by law" (our translation)

2 Tout être humain a droit à la vie, à la sûreté et à la liberté de sa personne.

Il est aussi titulaire des autres libertés fondamentales telles la liberté de conscience, la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association.

2 Everyone has a right to life, to physical security and to personal freedom.

He is also endowed with the other fundamental freedoms, such as freedom of conscience, freedom of opinion and expression, freedom of peaceful assembly and freedom of association.

L'égalité du citoyen et de l'étranger ne va pas sans quelques exceptions toutefois, car le législateur de la plupart des pays nie aux étrangers certains droits et privilèges qu'il n'accorde qu'à ses propres ressortissants. La Législature québécoise, pour sa part, réserve aux citoyens l'exercice de certaines professions.<sup>8</sup> Le Comité a tenu compte de ces exceptions en stipulant que l'égalité prévue dans cet article doit s'entendre sous réserve des dispositions expresses de la loi.

Article 2:

Sont groupés dans le premier alinéa de ce projet d'article les droits les plus fondamentaux de la personne. Le droit à la vie, à la sûreté et à la liberté de sa personne sont déjà protégés par le droit québécois: les tribunaux, en effet, se sont appuyés sur les articles 1053 et 1056 du Code civil pour sanctionner les atteintes à ces droits. Le Comité tient à préciser que l'expression "sûreté de la personne" doit être entendue dans le sens le plus large: à l'idée d'intégrité physique s'ajoute ici celle de sécurité, de nature à la fois morale et psychologique.

(8) Voir, par exemple, la Loi du Barreau, S.R.Q. 1964, chap. 247, art. 75; Loi médicale, S.R.Q. 1964, chap. 249, art. 30, 46, 47; Loi des pharmaciens, S.R.Q. 1964, chap. 255, art. 8, al. 2a; Loi des agronomes, S.R.Q. 1964, chap. 260, art. 25; Loi des dentistes, S.R.Q. 1964, chap. 253, art. 64. Le Parlement fédéral restreint également aux sujets britanniques ou aux citoyens la propriété des navires britanniques et des postes de radio: Loi de la marine marchande, S.R.C. 1952, chap. 29, art. 6; Loi relative à la radio-diffusion, 1958, 7 Eliz. II, chap. 22, art. 14.

The equality of the citizen and the alien is, however, subject to some exceptions, for the laws of most countries deny aliens certain rights and privileges which are granted only to their own nationals. The Quebec Legislature likewise restricts to citizens the exercise of certain professions.<sup>8</sup> The Committee has taken these exceptions into account by providing that the principle of equality affirmed in this article is subject to express provisions of law.

Article 2:

The first paragraph of this draft article sets forth the fundamental rights of personality. The right to life, to physical security and to personal freedom are already protected by Quebec law: the courts have based themselves on articles 1053 and 1056 of the Civil Code to sanction their infringement. The Committee wishes to emphasize that the expression "physical security" must be understood in the widest sense to include protection of the mental and psychological integrity of the human person.

(8) See, for example, the Bar Act, R.S.Q. 1964, c. 247, s. 75; the Medical Act, R.S.Q. 1964, c. 249, ss. 30, 46 and 47; the Pharmacy Act, R.S.Q. 1964, c. 255, s. 8, sub-section 2(a); the Agronomists Act, R.S.Q. 1964, c. 260, s. 25; the Dental Act, R.S.Q. 1964, c. 253, s. 64. The Federal Parliament likewise restricts the ownership of Canadian ships and radio stations to British subjects or citizens: The Canada Shipping Act, R.S.C. 1952, c. 29, s. 6; the Broadcasting Act, 1958, 7 Eliz. II, c. 22, s. 14.



Le second alinéa est consacré aux libertés fondamentales, que l'on retrouve souvent chez les civilistes français sous le nom de "libertés morales". Au Canada, ces libertés sont d'origine britannique, mais elles ont également bénéficié de la protection du droit civil. En outre, la jurisprudence fait ressortir le caractère complémentaire des ordres juridiques fédéral et provincial à l'égard de la protection des libertés fondamentales. Dans bien des cas, le recours le plus efficace contre un corps public, un fonctionnaire ou un particulier qui porte atteinte aux libertés d'un individu demeure l'action civile en responsabilité. Les arrêts des tribunaux en contiennent maints exemples. C'est pourquoi le Comité, estimant que les libertés fondamentales trouvent sanction dans le droit privé, a jugé nécessaire, à l'instar de la doctrine française, de leur faire une place parmi les droits civils les plus importants.

#### Article 3:

L'obligation imposée par cet article constitue un corollaire de l'article précédent. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure ce principe est reconnu par le droit civil actuel, car il ne semble pas exister de jurisprudence sur ce point, mais le Comité est d'avis qu'une personne qui, sans excuse raisonnable, refuse ou néglige de prêter secours à une personne en péril, commet une faute et engage sa responsabilité. Cette obligation est déjà reconnue d'une manière restreinte dans le Code de la route<sup>9</sup> et le Comité estime opportun d'en généraliser la portée.

-----

(9) S.R.Q., 1964, chap. 231, art. 61, suivant lequel le conducteur d'automobile impliqué dans un accident doit rester sur les lieux et donner toute l'aide nécessaire.

The second paragraph is devoted to fundamental freedoms, often referred to by French civilians as "libertés morales". In Canada, these freedoms are of British origin, but they have traditionally found protection in the civil law as well. Moreover, judicial decisions bring out the complementary role of the federal and provincial jurisdictions in the protection of fundamental freedoms. In many instances the most effective recourse against a governmental body, a public officer or a private individual who infringes the liberties of another remains the civil action in damages. The decisions of the courts provide numerous examples. Because fundamental freedoms are protected by the private law, the Committee considers it necessary to place them, as does the French doctrine, among the most important of civil rights.

#### Article 3:

The obligation imposed by this article is a corollary of the preceding article. It is difficult to determine to what extent this principle is recognized by the civil law at the present time, for there appears to be no jurisprudence on the point. The Committee is of the opinion, however, that a person who, without reasonable excuse, refuses or neglects to give help to a person in peril commits a fault and renders himself liable. This obligation is already recognized in a limited way in the Highway Code<sup>9</sup>, and the Committee considers it advisable to render it general in scope.

-----

(9) R.S.Q. 1964, c. 231, s. 61, providing that the driver of an automobile involved in an accident shall remain at the scene and render all reasonable assistance.

4 Toute personne a droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation.

4 Everyone has a right to the protection of his dignity, his honour and his reputation.

5 Toute personne a droit au respect de sa vie privée.

5 Everyone has a right to privacy.

6 Toute personne a droit à la jouissance paisible et à la libre disposition de ses biens, sauf dans les cas expressément prévus par la loi.

6 Everyone has a right to the peaceful enjoyment and the free disposition of his property, save as expressly provided by law.

En ce qui concerne l'interprétation de l'expression "sans excuse raisonnable", il convient, selon le Comité, de laisser au tribunal le soin d'apprécier les circonstances de chaque cas particulier.

#### Article 4:

Le Comité n'a point l'intention, en proposant cet article, de créer de nouvelles causes d'action. Les arrêts mentionnent surtout l'honneur et la réputation, mais on y trouve également l'idée de la sauvegarde de la dignité humaine.

Il n'est pas toujours aisé de faire la distinction entre la dignité, l'honneur et la réputation. Par exemple, il peut y avoir des préjugés tels que l'infliction de traitements humiliants, en l'absence de témoins, qui ne portent pas strictement atteinte à l'honneur et à la réputation, mais qui néanmoins blessent la dignité. Le Comité estime qu'il est nécessaire d'employer ces trois termes pour donner plein effet aux principes qui se trouvent dans la jurisprudence.

#### Article 5:

Ce principe, que l'on trouve à l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, commence à recevoir son application dans la jurisprudence québécoise.

Le droit à la vie privée étant plus menacé aujourd'hui qu'il ne l'était autrefois, le Comité juge opportun de l'affirmer de façon générale.

#### Article 6:

La jouissance paisible et la libre disposition des biens sont des corollaires de la propriété et de la possession déjà protégées par le Code, mais leur importance pour la personne justifie, aux yeux du Comité, leur place dans ce chapitre consacré aux droits civils.

With respect to the interpretation of the expression "without reasonable excuse", the Committee deems it advisable to leave to the courts its application in the particular circumstances of each case.

#### Article 4:

In proposing this article, the Committee has no intention of creating new causes of action. The decisions of the Courts usually mention honour and reputation, but they also contain the idea of the protection of human dignity.

The distinction between dignity, honour and reputation cannot always easily be drawn. For example, wrongs such as the infliction of humiliating treatment in the absence of witnesses may be committed which do not, strictly speaking, damage a person's honour or reputation, but which do, nevertheless, injure his dignity. The Committee considers it necessary to use these three expressions in order to give full effect to the principles already inherent in the jurisprudence.

#### Article 5:

This expression, found in Article 12 of the Universal Declaration of Human Rights, has begun to be applied in Quebec jurisprudence.

Since the right to privacy is threatened to a greater extent today than it was in the past, the Committee deems it advisable that it be given general expression.

#### Article 6:

The peaceful enjoyment and free disposal of property are corollaries of the ownership and possession already protected by the Code, but in the estimation of the Committee their importance to the individual justifies that they be placed in this chapter devoted to civil rights.

7 La demeure est inviolable.

Nul ne peut pénétrer chez autrui sans son consentement exprès ou tacite, ou sans y être autorisé par la loi.

7 A man's home is inviolable.

No one may enter upon property lawfully occupied by another without his express or implied consent or unless authorized by law.

8 Toute personne a droit d'accès aux lieux ouverts au public et droit d'obtenir les services et les biens que l'on y offre, sans égard à des distinctions telles la race, le sexe, l'ascendance, les croyances ou opinions, sous réserve des dispositions expresses de la loi.

Toute disposition d'un contrat, testament ou autre acte juridique relative à la jouissance ou à l'aliénation d'un bien quelconque, et comportant une telle distinction, est contraire à l'ordre public et réputée non écrite; toutefois, n'est pas contraire à l'ordre public la distinction justifiée par son caractère charitable ou philanthropique.

8 Everyone has the right, subject to express provision of law, to enter any place open to the public and to obtain whatever goods and services are available there, without regard to such distinctions as race, sex, social origin or convictions.

Any provision containing such a distinction in a contract, will, or other juridical act respecting the enjoyment or alienation of property is contrary to public order and taken as not written; however distinctions justified by their charitable or philanthropic character are not contrary to public order.

Ces principes ne vont pas sans quelques exceptions toutefois, car le législateur leur a apporté plus d'une restriction. Le Comité estime cependant que toute telle restriction doit être expressément prévue dans la loi.

Article 7:

Cet article couvre non seulement le cas où le fait de pénétrer chez autrui sans autorisation occasionnerait des dommages, mais également celui où un individu entrerait dans une demeure sans y causer de dégâts matériels. De l'avis du Comité, en effet, il devrait exister un recours contre le préjudice moral qu'une telle intrusion occasionne, comme le soutient l'opinion de quelques juges québécois.

Le Comité a choisi l'expression "chez autrui" dans le second alinéa parce que son intention était d'y inclure non seulement le domicile ou la résidence d'une personne, mais encore le terrain, ainsi que tout immeuble et ses dépendances dont elle serait propriétaire, locataire ou possesseur.

Article 8:

Depuis quelques années, la Législature du Québec adopte des lois destinées à mettre fin aux distinctions de race, de sexe, de religion, d'ascendance ou d'origine sociale, du moins en ce qui concerne l'hôtellerie et l'emploi. Cependant, aucune législation n'est encore venue interdire la discrimination d'une manière générale ni combler les lacunes d'une jurisprudence demeurée trop tolérante à l'endroit des propriétaires d'établissements ouverts au public. En outre, la pratique des clauses raciales dans les contrats demeure fréquente. Le principe de la liberté du commerce a reçu une telle extension qu'il a permis au propriétaire de théâtre, par exemple, de refuser un fauteuil d'orchestre à une personne, pour des raisons qui tenaient à la race.

These principles are not, however, without some exceptions, for the Legislature has restricted them more than once. The Committee considers, nonetheless, that any such restriction must be expressly provided for in the law.

Article 7:

This article covers not only the case where the fact of entering upon the property of another, without authorization, causes damage, but also that in which an individual enters a dwelling without having caused any physical damage. In the Committee's opinion, there should exist, as maintained by some Quebec judges, a recourse for reparation of the moral injury caused by such intrusion.

The Committee chose the expression "upon property lawfully occupied by another" in the second paragraph because it is intended to include not only the domicile or residence of a person, but also his land, together with any building and its appurtenances of which he is owner, tenant or possessor.

Article 8:

The Quebec Legislature for a number of years has enacted laws to put an end to distinctions of race, sex, religion, national extraction or social origin, at least insofar as hotel-keeping and employment are concerned. There is no legislation, however, prohibiting discrimination generally or filling the gaps in a jurisprudence that has remained too tolerant in the case of owners of establishments open to the public. Moreover, the practice of inserting racial clauses in contracts remains frequent. The principle of freedom of trade, for example, has been so extended as to enable theatre owners to refuse an orchestra seat to a person for reasons of race.

The first thing I noticed when I stepped out of the car was the smell of fresh air. It was a relief after being stuck in traffic for so long. The sun was shining brightly, and the birds were chirping in the trees. I took a deep breath and felt a sense of peace wash over me. The world seemed so much more beautiful when you're not in a hurry.

I walked towards the park, my feet crunching on the dry leaves. The children were playing happily, their laughter filling the air. A dog was running freely, chasing a ball. I saw a man sitting on a bench, looking thoughtful. The scene was so peaceful, a stark contrast to the chaos of the city. I felt like I had found a little oasis in the middle of a concrete jungle.

The children were playing happily, their laughter filling the air. A dog was running freely, chasing a ball. I saw a man sitting on a bench, looking thoughtful. The scene was so peaceful, a stark contrast to the chaos of the city. I felt like I had found a little oasis in the middle of a concrete jungle.

I walked towards the park, my feet crunching on the dry leaves. The children were playing happily, their laughter filling the air. A dog was running freely, chasing a ball. I saw a man sitting on a bench, looking thoughtful. The scene was so peaceful, a stark contrast to the chaos of the city. I felt like I had found a little oasis in the middle of a concrete jungle.

The first thing I noticed when I stepped out of the car was the smell of fresh air. It was a relief after being stuck in traffic for so long. The sun was shining brightly, and the birds were chirping in the trees. I took a deep breath and felt a sense of peace wash over me. The world seemed so much more beautiful when you're not in a hurry.

I walked towards the park, my feet crunching on the dry leaves. The children were playing happily, their laughter filling the air. A dog was running freely, chasing a ball. I saw a man sitting on a bench, looking thoughtful. The scene was so peaceful, a stark contrast to the chaos of the city. I felt like I had found a little oasis in the middle of a concrete jungle.

The children were playing happily, their laughter filling the air. A dog was running freely, chasing a ball. I saw a man sitting on a bench, looking thoughtful. The scene was so peaceful, a stark contrast to the chaos of the city. I felt like I had found a little oasis in the middle of a concrete jungle.

I walked towards the park, my feet crunching on the dry leaves. The children were playing happily, their laughter filling the air. A dog was running freely, chasing a ball. I saw a man sitting on a bench, looking thoughtful. The scene was so peaceful, a stark contrast to the chaos of the city. I felt like I had found a little oasis in the middle of a concrete jungle.

I walked towards the park, my feet crunching on the dry leaves. The children were playing happily, their laughter filling the air. A dog was running freely, chasing a ball. I saw a man sitting on a bench, looking thoughtful. The scene was so peaceful, a stark contrast to the chaos of the city. I felt like I had found a little oasis in the middle of a concrete jungle.

L'article proposé n'interdit pas en principe toutes les distinctions. Le Comité estime qu'il ne peut faire appel à des techniques pénales et administratives, lesquelles constituent des moyens complémentaires de lutte contre la discrimination. Il soumet donc un article interdisant celle-ci dans les domaines qui se prêtent le mieux aux techniques du droit civil.

L'article ne mentionne que certaines distinctions; la rédaction adoptée par le Comité indique que la liste n'en est pas limitative.

Dans le premier alinéa, le Comité emploie l'expression "lieux ouverts au public", qui désigne tous les lieux, fussent-ils privés, où le public est invité à pénétrer. A titre d'exemple, on peut mentionner les théâtres, les tavernes, les restaurants, les magasins. Bien entendu, cet alinéa est proposé sous réserve des lois et règlements qui interdisent l'accès de certains lieux à diverses catégories de personnes, en raison de l'âge par exemple.

Le Comité tient à préciser qu'une personne qui pénètre dans un lieu ouvert au public a également le droit d'obtenir les services que l'on y dispense et les biens que l'on y vend. Une jurisprudence vieille d'un quart de siècle fait de chaque propriétaire le seul juge des motifs pour lesquels il peut refuser de servir un client. Le Comité est d'opinion que cette règle doit être modifiée et propose donc, sur ce point, du droit nouveau.

En ce qui concerne le second alinéa, il est à observer qu'il ne vise pas tous les cas possibles de discrimination dans les actes juridiques; le louage de services en est un exemple, qui est couvert par une législation particulière comportant un mécanisme administratif.

The proposed article does not, in principle, prohibit all kinds of discrimination. The Committee considers that it cannot have recourse to those penal and administrative techniques that are additional means of carrying on the struggle against discrimination. It therefore submits an article prohibiting it in the areas where civil law techniques may properly be applied.

The article only mentions certain discriminations; the draft adopted by the Committee indicates that the list is not limitative.

In the first paragraph, the Committee uses the expression "place open to the public", which designates all places, even though they be privately owned, where the public is invited to enter. Examples include theatres, taverns, restaurants and stores. This paragraph is, of course, proposed under reserve of the laws and regulations which prohibit access to certain places to various categories of people because of age, for example.

The Committee wishes to make it clear that a person who enters a place open to the public has also the right to the services and the goods available in such place. Jurisprudence a quarter of a century old makes each proprietor the sole judge of the reasons for refusing to serve a customer. The Committee is of the opinion that this rule must be changed and therefore proposes new law on this point.

It is to be observed that it is not the aim of the second paragraph to cover all possible cases of discrimination in juridical acts; for example, the lease and hire of services is covered by special legislation requiring administrative machinery.

9 Nul ne peut renoncer à la jouissance de ses droits civils et de ses libertés fondamentales, ni s'en interdire l'exercice dans une mesure contraire à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

9 No one may renounce the enjoyment of civil rights and fundamental freedoms, nor forego the free exercise thereof in a manner contrary to law, public order or good morals.

10 Toute atteinte illicite aux droits civils et aux libertés fondamentales donne à celui qui la subit le droit d'en obtenir la cessation et la réparation du préjudice moral ou matériel qui en résulte.

10 Anyone who suffers an unlawful interference with his civil rights or fundamental freedoms may demand an injunction and the reparation of all resulting damage, moral or material.

Enfin, le Comité est d'avis qu'il y a lieu, dans le second alinéa, de faire une exception en faveur des distinctions justifiées par leur caractère charitable ou philanthropique. Par exemple, une clause testamentaire léguant un immeuble aux fins d'offrir l'éducation à des personnes appartenant à telle religion, ne serait pas frappée de nullité.

Article 9:

Cet article signifie que les droits civils et les libertés fondamentales définis dans les articles qui précèdent sont hors du commerce. Le Comité s'est inspiré partiellement de quelques codes étrangers, mais il tient à souligner que le principe retenu se trouve déjà consacré dans quelques dispositions du Code québécois, par exemple les articles 13 et 1667.

Il va de soi que certains contrats, comme le louage de services, comportent une aliénation de liberté pour une période définie; de même, toute personne est libre de donner son sang au bénéfice d'un particulier, bien que cet acte comporte une atteinte à l'intégrité physique du donateur. Ces exemples suffisent à démontrer le rôle important dévolu au juge dans l'appréciation des faits et la détermination des limites que les contractants ne sauraient franchir, en fonction des lois, de l'ordre public et des bonnes moeurs.

Article 10:

Les droits civils et les libertés fondamentales visés dans le présent chapitre sont déjà protégés dans une large mesure par les principes généraux de la responsabilité civile. En outre, le droit d'obtenir la cessation du préjudice est déjà reconnu par les tribunaux au moyen des procédures de l'injonction, de l'habeas corpus, etc., et les tri-

Finally, the Committee is of the view that in the second paragraph an exception should be made in favour of distinctions justified by their charitable or philanthropic character. For example, a clause in a will by which an immoveable is bequeathed for the purpose of providing education to persons belonging to a particular religion would not be null.

Article 9:

This article makes clear that the civil rights and fundamental freedoms defined in the preceding articles cannot be objects of commerce. The Committee drew this article in part from several foreign codes, but it desires to emphasize that the principle is already established in certain provisions of the Quebec Code, such as articles 13 and 1667.

It goes without saying that certain contracts, such as the lease and hire of services, involve a surrendering of freedom for a limited period of time; anyone is likewise free to donate his blood for some other person's benefit even though this act affects the donor's physical integrity. These examples suffice to show the importance of the judicial role in the appreciation of the facts and in the determination of the limits beyond which the contracting parties may not go without violating the law, public order and good morals.

Article 10:

The civil rights and fundamental freedoms envisaged in this chapter are already protected to a great extent by the general principles of civil responsibility. The right to obtain the cessation of a wrong is also recognized by the courts by means of injunctions and habeas corpus proceedings, etc., and the courts often order that a wrong



bunaux ordonnent souvent la cessation du préjudice en dehors de ces procédures, par exemple dans les cas d'abus de droit et de libelle.

En raison de l'importance de ces droits fondamentaux, le Comité juge opportun d'en garantir pleinement la protection dans le présent chapitre en assurant dans tous les cas le recours à l'injonction et à la réparation de tout préjudice, tant moral que matériel.

cease by proceedings other than these, for example in cases of abuse of rights and libel.

In view of their great importance, the Committee is of the opinion that the protection of these fundamental rights should be fully established in the present chapter by providing in all cases for a recourse to injunction and for the reparation of all damages, moral as well as material.

cases by proceedings other than those  
for which it was intended  
rights and title.

In view of their great importance  
the Committee is of the opinion that  
the protection of these fundamental  
rights should be fully guaranteed in  
the present chapter by providing in  
all cases for a recourse to judicial  
and for the registration of all changes,  
which as well as material.

deux ordonnances soient en cause  
dans la protection en cause de ces  
procédures, par exemple dans les  
cas d'abus de droit de la libelle.  
En outre de l'importance de ces  
droits fondamentaux, la Comité juge  
opportun d'en garantir pleinement  
la protection dans la présente dis-  
position en soumettant tous les cas  
en la matière à l'appréciation de  
la législation de tout pays, et  
sans aucune restriction.

DEUXIEME PARTIE

SECOND PART

PROJET MODIFIANT QUELQUES TEXTES

DRAFT MODIFYING CERTAIN TEXTS

DU CODE CIVIL

OF THE CIVIL CODE

ET DES LOIS PROVINCIALES

AND PROVINCIAL STATUTES

SE RAPPORTANT AUX DROITS CIVILS

RELATING TO CIVIL RIGHTS

SECTION 1

SECTION 2

SECTION 3

SECTION 4

SECTION 5

SECTION 6

SECTION 7

SECTION 8

SECTION 9

SECTION 10

Le Comité recommande que, dès l'adoption par la Législature du chapitre consacré aux droits civils, diverses modifications soient apportées au Code civil et aux lois provinciales dont les dispositions actuelles pourraient entrer en conflit avec la nouvelle législation.

#### 1. Modifications du Code Civil

Articles 18 à 25:

A abroger entièrement, en raison de l'adoption du chapitre consacré aux droits civils.

Article 26:

A abroger, la capacité de l'étranger comme juré étant réglée par l'art. 2 de la Loi des jurés, S.R.Q. 1964, chap. 26.

Article 30:

A abroger entièrement, en raison de l'abolition de la dégradation civique pour les fins du droit civil.

Article 835:

A modifier, en raison de l'abolition de la dégradation civique, en abrogeant le texte qui suit le point-virgule.

Article 844, al. 2:

A modifier, en raison de l'abolition de la dégradation civique, en supprimant les mots "à la dégradation civique, ou".

Article 986:

A modifier, en raison de l'abolition de la dégradation civique, en supprimant, à la fin de l'article, les mots "Ceux qui sont frappés de dégradation civique".

The Committee recommends that on the adoption by the Legislature of the chapter devoted to civil rights, various changes be made to the Civil Code and to those Statutes of the Province the present provisions of which would conflict with the new legislation.

#### 1. Changes in the Civil Code

Articles 18 to 25:

To be repealed completely by reason of the adoption of the chapter devoted to civil rights.

Article 26:

To be repealed, the capacity of the alien to serve as a juror being governed by section 2 of the Jury Act, R.S.Q. 1964, c. 26.

Article 30:

To be repealed completely by reason of the abolition of civil degradation for the purposes of the civil law.

Article 835:

To be amended by reason of the abolition of civil degradation, by the repeal of that part of the text which follows the semi-colon.

Article 844, par. 2:

To be amended by reason of the abolition of civil degradation by the removal of the words "to civil degradation nor".

Article 986:

To be amended by reason of the abolition of civil degradation, by the removal, at the end of the article, of the words "Persons who are affected by civil degradation".

## Article 1208, al. 3:

A modifier, en raison de l'abolition de la mort civile, en supprimant les mots "ni être morts civilement, ni réputés infâmes en loi".

2: Modifications apportées à la Loi abolissant la mort civile (1906), 6 Ed. VII, chap. 38.

La Loi abolissant la mort civile (1906) ayant créé la dégradation civique pour les condamnés à mort ou à une peine afflictive perpétuelle, les personnes libérées sous condition demeurent en état d'interdiction; l'article 7 de la loi, en effet, ne fait exception que dans le cas du pardon et de la remise ou commutation de la peine.

Le Comité estime que la notion même de dégradation civique est incompatible avec l'idée qu'il se fait des droits de la personne et l'esprit dans lequel il a rédigé ce chapitre. Il n'entre pas dans les fins du droit civil d'infliger des peines ni de se faire, en quelque sorte, l'adjoint du droit pénal. En conséquences, le Comité estime que la dégradation civique, vestige d'un autre âge, doit être abolie et recommande que la privation des droits politiques ou autres droits de nature publique ne soit prévue que dans des lois spéciales, comme la Loi électorale ou la Loi des jurés.

## Articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8:

A abroger, en raison de l'abolition de la dégradation civique.

## Article 1208, par. 3:

To be amended, by reason of the abolition of civil death, by the removal of the words "not civilly dead, and not deemed infamous by law".

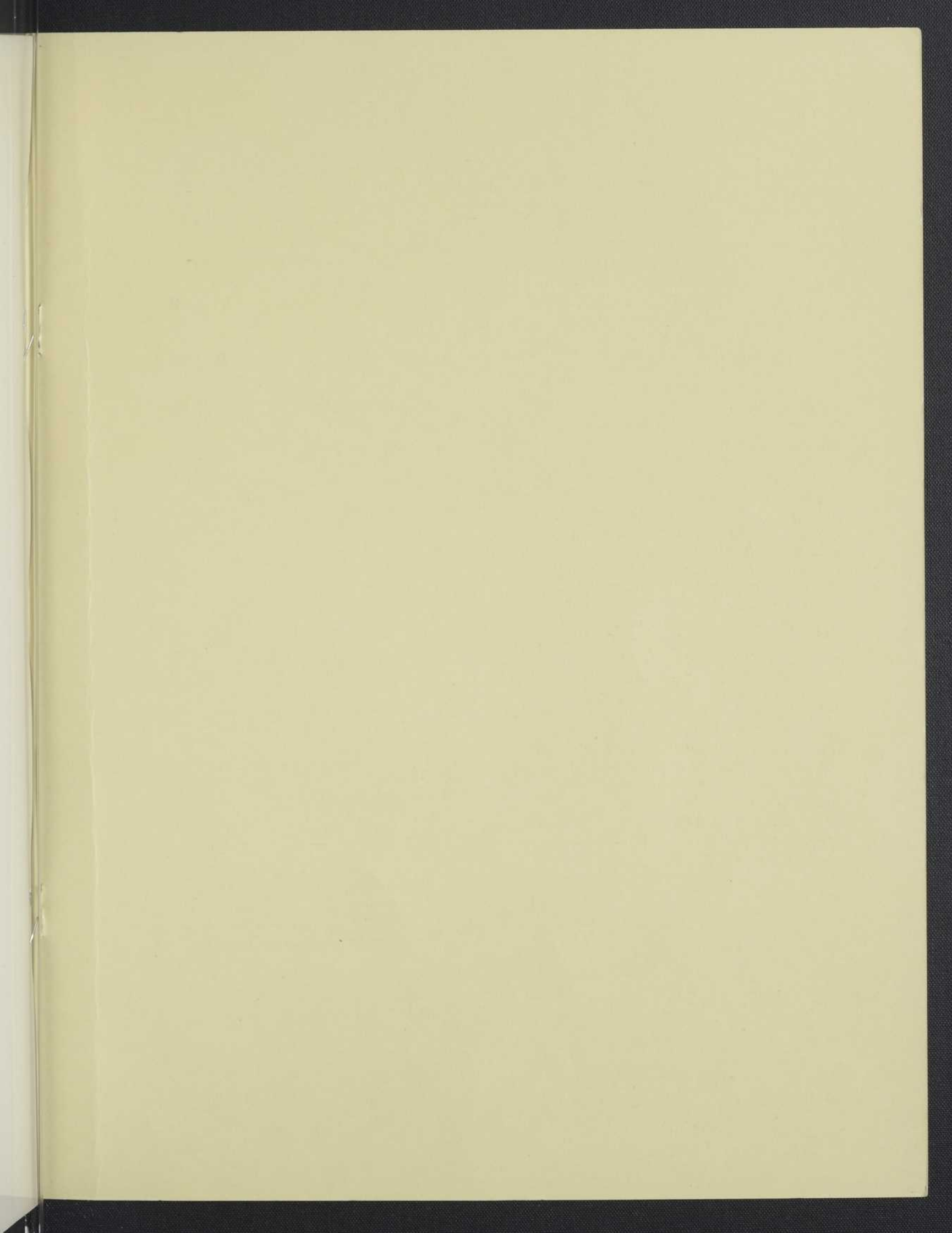
2: Amendments to the Act to abolish civil death (1906) 6 Ed. VII, c. 38.

Since the Act abolishing civil death (1906) created civil degradation for those condemned to death or to perpetual personal punishment, persons conditionally released remain in a state of interdiction; section 7 of the Act, in effect, only makes exceptions in cases of pardon, and the remission of the penalty or its commutation.

The Committee considers that the very notion of civil degradation is irreconcilable with its concept of individual rights and with the spirit in which this chapter is drafted. It is not an aim of the civil law to inflict punishment nor to make itself the auxiliary, as it were, of penal law. Consequently, the Committee believes that civil degradation, a vestige of the past, ought to be abolished. It is recommended that incapacity to exercise political or public rights be confined to special statutes such as the Election Act or the Jury Act.

## Systems 3, 4, 5, 6, 7 and 8:

To be repealed by reason of the abolition of civil degradation.



BNQ



000 263 786



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
SERVICE DE LA REPROGRAPHIE  
Novembre 1975

ISBN 0-7754-2357